

Avis adopté

Séance plénière du 15 février 2023

Financer notre Stratégie Energie-Climat : donnons-nous les moyens de nos engagements

Déclaration des groupes des Associations et des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Si nous nous dirigeons vers un scénario +4 degrés, 3 milliards d'êtres humains pourraient vivre dans des zones létales d'humidité et de température.

Mais avant qu'une telle situation advienne, les dérèglements préalables produiront famines, ruptures d'approvisionnement, migrations massives, guerres et totalitarismes.

Oui, cela est prévisible, tout comme les feux de cet été 2022.

De la même manière, oui nous pouvons prédire l'extinction massive de la biodiversité et la destruction des écosystèmes pour le siècle à venir.

Il ne s'agit pas là d'un « parti-pris », mais bien d'un consensus scientifique construit depuis près de 50 ans du rapport Meadows aux différents rapports du GIEC publiés chaque année.

Ces catastrophes annoncées, il nous faut dès aujourd'hui les prévenir avec courage, abnégation et générosité.

Durant nos auditions, le président d'une grande entreprise de conjoncture nous disait qu'il fallait flécher massivement l'argent public et privé vers les entreprises car - je cite - « c'est la technologie qui nous sauvera ».

À la question « que se passera-t-il si nous ne trouvons pas les fameuses innovations qui nous sauveront ? » il nous a répondu les bras levés « Et bien il fera chaud ! ».

Comment imaginer que nous pourrions répondre aux défis et urgences actuels avec les mêmes instruments que ceux qui nous ont conduits à une telle situation ?

Comment imaginer qu'au nom de la compétition internationale nous nous empêchions d'être à l'initiative d'un monde sincèrement sobre et désirable ?

Est-il réellement irrationnel d'envisager de ralentir, de repenser notre rapport au vivant, de construire un nouveau récit pour l'humanité, de moins consommer, de plus coopérer, de mieux redistribuer nos richesses, ou encore de concentrer nos efforts sur des technologies existantes adaptées aux risques et non sur des fuites en avant ?

Car non, il ne fera pas juste chaud, et nos climatiseurs ne masqueront pas les peuples d’Afrique, d’Amazonie, d’Inde, et d’Asie du Sud Est, qui migreront dans des conditions inhumaines.

Car oui, le changement climatique et les désordres environnementaux continueront d’impacter de manière disproportionnée les populations les plus pauvres, et en première ligne, les femmes, qui demeurent dans l’angle mort des scénarios de transition.

Alors nous devons nous armer de courage pour montrer l’exemple et construire les amortisseurs aux dommages sociaux à venir.

Pour montrer l’exemple et renforcer nos services publics mais aussi ré-orienter, accompagner et re-localiser nos entreprises.

Pour montrer l’exemple et renforcer nos cadres démocratiques avant qu’ils ne soient soumis aux plus rudes épreuves.

Gaël Giraud nous disait qu’« il valait mieux vivre dans un monde soutenable endetté que dans un monde invivable sans dette ».

C’est ce que cet avis traduit en substance. Il fait état de l’immense effort qu’il faudra faire pour réorienter les capitaux publics et privés hors des activités néfastes pour l’environnement.

Il estime qu’il faudra ajouter entre 70 et 100 Milliards d’euros d’argent public supplémentaire chaque année, montant sans commune mesure avec le coût de l’inaction. 100 milliards d’euros c’est aussi le montant annuel estimé de la fraude fiscale.

En attendant un consensus sur l’assujettissement collectif à nos règles communes, il faudra s’endetter et pour cela les limitations fixées par l’Europe devront évoluer.

Une part de cette nouvelle dépense publique sera destinée au monde de l’entreprise mais il sera nécessaire, en priorité, de renforcer fortement les secteurs publics, les sécurités sociales et les secteurs d’intérêt général.

Enfin, le gros reste à construire : bien définir ce qui est « vert » et ce qui ne l’est pas, s’interroger sur l’usage de la finance pour tel ou tel secteur d’activité, arbitrer si la concurrence est un mécanisme qui fera échec ou non aux objectifs, bien discriminer les fausses solutions des bonnes et - surtout - organiser la gouvernance démocratique de cette période à hauts risques.

Car pour réussir cette transition il est indispensable de renforcer et d’élargir les espaces démocratiques, garantissant la participation de tous, partout où cela nous est possible.

Un immense merci à Julia Grimault qui a travaillé sans relâche, deux textes d’affilée, et bien sûr, **nos deux groupes voteront ce projet d’avis.**